

**Évaluation du projet :**

**Soutien et mise en réseau des radios locales  
en Palestine**

**Synthèse générale**

**Jean Kouchner  
Benoît Califano**

# Synthèse générale

## Sommaire

<b>1. Pertinence - .....</b>	<b>3</b>
1.1. Une situation difficile .....	3
1.2. Le projet Amin Internews.....	4
<b>2. Efficience .....</b>	<b>5</b>
<b>3. Efficacité.....</b>	<b>6</b>
<b>4. Impact.....</b>	<b>8</b>
<b>5. Pérennité.....</b>	<b>10</b>
<b>6. Recommandations .....</b>	<b>11</b>

# 1. Pertinence -

## 1.1. Une situation difficile

Créés dans l'allégresse des accords d'Oslo, les radios locales privées palestiniennes ne répondaient pas toutes à l'époque à des projets d'expression de la société civile. Elles ne visaient pas non plus à faire éclore par les ondes la richesse et la pluralité de débats démocratiques. Mais bien plus, à inscrire dans ce renouveau de la vie publique palestinienne leur propriétaire comme des personnalités puissantes et influentes, susceptibles de peser grâce à leur média dans les champs du pouvoir local ou national. Une autre motivation a suscité l'éclosion de la majorité de ces nombreuses radios : la possibilité d'occuper le terrain dans ce nouvel espace commercial où les recettes publicitaires s'annonçaient juteuses.

A l'époque, 90% de musique composaient les programmes des stations locales et la majorité des gens écoutaient les radios israéliennes en arabe. Les programmes ne comportaient que peu d'information service. De plus, la radio nationale palestinienne « Voice of Palestine » se contentait d'être la radio partisane du Fatah. Mais au fil des années, certaines radios ont commencé à s'intéresser au contenu local de leurs programmes, à prendre conscience du rôle informatif de leur média dans la société palestinienne et à développer leur rédaction.

La situation des radios s'est considérablement dégradée avec la seconde Intifada puis l'élection du Hamas au pouvoir en 2006 qui ont plongé le pays tout entier dans une crise financière grave et entraîné la chute de ressources publicitaires des radios locales.

Conséquences : un matériel fatigué, de qualité médiocre. Une diffusion, de bien mauvaise qualité, les radios palestiniennes disposant de mauvais émetteurs, mal entretenus. Un niveau de qualification technique très bas qui ne leur permet pas d'améliorer le système de diffusion. Enfin dans un contexte où aucune autorité de régulation ne veille à la bande FM, on observe une saturation du spectre radiophonique.

Privées de ressources publicitaires suffisantes, les radios doivent réduire le personnel, à commencer par les journalistes. Ceux qui restent en place sont parfois bénévoles, souvent sous payés. La faible rémunération entraîne un recrutement de personnel peu ou mal formé, et une très forte volatilité des salariés. Ce turn-over permanent ne favorise pas une cohérence qualitative de l'antenne ni l'installation d'une stratégie de programmation pertinente.

Les programmes locaux d'information laissent la place à des flux musicaux, l'information se résumant à la retransmission souvent illégale d'Al Jazeera. Sans moyens, les radios ayant choisi de maintenir un rendez-vous d'information appliquent un service minimum avec des journaux en bref, l'absence de reportages et de procédures de vérifications d'information et de croisement des sources.

Dans ce contexte de radicalisation économique et politique, l'information se focalise autour de la question du conflit israélo-palestinien, marginalisant ainsi le traitement des questions sociales, économiques, culturelles ou sportives... La distance journalistique est sacrifiée sur l'autel de l'intérêt national.

## 1.2. Le projet Amin Internews

Face à ces graves difficultés des radios palestiniennes privées, et consciente de l'importance de l'existence de médias locaux, indépendants et performants, l'équipe d'Amin élabore à partir de 2002, avec Internews Europe un projet ambitieux de soutien aux radios palestiniennes.

Il s'agit de viser « globalement à développer l'accès des Palestiniens à une information non biaisée et à accroître la programmation radio sur les droits de l'homme et les réformes démocratiques ». L'objectif est de soutenir 21 radios palestiniennes réparties sur tout le territoire (Cisjordanie et bande de Gaza).

Compte tenu de la situation de ces radios, il est urgent d'agir pour développer le secteur radio indépendant en Palestine par l'accroissement de la quantité, la diversité, et la qualité des informations produites par ces radios, par le renforcement du rôle des radios locales dans la société civile et dans le soutien aux valeurs démocratiques, des droits humains et de la liberté d'expression, afin que le respect de ces valeurs devienne une réalité.

Ces objectifs s'appuient sur des projets de formations techniques et au traitement de l'information dans tous ses aspects. Une aide indispensable à l'équipement de ces radios est aussi envisagée. La mise en place d'un conseil juridique (en l'absence de véritable régulation et dans la genèse d'une législation sur la question) et d'un centre de ressources à Ramallah font partie de ces objectifs.

Il s'agit également de favoriser la mise en réseau de ces radios à travers des formations collectives et la production de programmes communs, sur des sujets ayant trait aux questions sociales, démocratiques, et aux droits humains, afin de mutualiser les moyens et renforcer l'implantation sur le territoire.

Enfin, il s'agit de sélectionner une dizaine de journalistes dans les radios, leur proposer un véritable cursus de formation durant un an, les engager sur des productions collectives et encadrées, et prendre en charge leur salaire pendant un an, en les maintenant dans leurs radios. L'objectif est de constituer une « élite journalistique » pour qu'ils forment à leur tour les journalistes travaillant dans leur radio, de renforcer le niveau de qualité des programmes d'information et de fédérer un réseau de journalistes.

**Compte tenu de la remarquable connaissance du terrain par l'équipe d'Amin, de sa bonne connaissance des enjeux et des besoins des radios locales palestiniennes, et du contexte politique et économique, le projet tel que défini par Amin Internews et Internews Europe correspondait parfaitement aux besoins des radios palestiniennes, et plus largement à la nécessité de développer en Palestine un réseau de radios proposant une information locale non biaisée, plurielle et participant à l'ouverture démocratique ainsi qu'à la mise en avant des Droits de l'Homme.**

**La période de mise en œuvre du projet a été fertile en événements politiques complexes, rendant aléatoire l'atteinte des objectifs du projet. Pourtant, dans ce contexte, Amin Internews et Internews Europe ont su poursuivre le projet sans perdre de vue ses objectifs principaux, atteints de façon très satisfaisante dans leur globalité.**

**Rien n'est acquis de façon définitive, et le contexte rend encore plus aléatoires les résultats obtenus dans le temps. Mais ils sont suffisamment solides pour résister dans l'immédiat aux aléas des évolutions politiques. Ils peuvent sans doute d'ores et déjà jouer un rôle positif dans la réflexion des palestiniens sur leur devenir. Nous verrons plus loin que la poursuite du projet serait probablement sur ce plan déterminante.**

## 2. Efficience

### Une gestion saine

Lors de notre mission, nous avons rencontré tous les acteurs du projet, les bénéficiaires ainsi que les observateurs des médias et de la société civile. Tous ont souligné le sérieux de la démarche d'Amin Internews.

Nous avons également eu accès aux comptes du projet, et n'avons noté aucune disproportion, ni aucune ligne budgétaire suspecte. Le train de vie de l'organisation, de ses acteurs est raisonnable, et la gestion rigoureuse et transparente.

La démarche tendant à mêler formations à Ramallah et « in house », soutien technique, soutien juridique, mise en réseaux et aides matérielles et financières s'avère efficace, compte tenu de la situation des radios palestiniennes et de la nécessité d'avancer sur tous ces terrains à la fois.

### Utilisation des moyens dans le temps

Certes des retards ont été pris au démarrage, mais l'instabilité politique et économique du pays, ainsi que les difficultés de déplacement sont des facteurs qui ne permettent pas de développer un projet d'une telle ampleur à un rythme normal en suivant le calendrier à la lettre. Il faut composer en permanence, trouver des solutions aux imprévus, et ménager les susceptibilités des bénéficiaires. Passer en force risquait de conduire à un échec. Amin a choisi la négociation lente, et la politique des petits pas. La posture s'est avérée efficace. Elle a entraîné une désignation tardive d'une partie des « local reporters » (reporters locaux) et un retard dans l'apport de matériel pour les radios. Une conséquence regrettable mais difficilement évitable dans le contexte palestinien.

La désignation tardive du « resident advisor » et la difficulté pour ce dernier à remplir pleinement son rôle en l'articulant entre les deux organisations partenaires Amin Internews et Internews Europe doivent être soulignés.

Le nombre de radios associées au projet a été plus important que prévu, mais dans la réalité l'implication des plus motivées, le désengagement des plus sceptiques et la difficulté de travailler à Gaza ont constitué une sorte de « sélection naturelle » qui a ramené le nombre de radios véritablement partenaires aux objectifs initiaux.

Enfin, si l'aide à l'équipement technique des radios s'avérait être essentiel pour développer et améliorer la qualité de l'antenne et des programmes des radios palestiniennes, la stratégie d'Amin de retarder la livraison du matériel à la fin du projet, même si elle peut se comprendre, a quelque peu perturbé la motivation de certains bénéficiaires.

### **3. Efficacité**

#### **Un contexte difficile**

Les conditions objectives de mise en œuvre du projet « Soutien et mise en réseau des radios locales en Palestine » étaient très particulières. Si elles justifiaient justement l'engagement d'Internews et de l'UE dans cette initiative, les développements sur le terrain du conflit israélo-palestinien et la victoire du Hamas aux élections ont modifié considérablement les conditions de sa mise en œuvre.

Dans ces conditions, nous pouvons affirmer que ce projet, en terme d'efficacité est un succès.

#### **Une stratégie efficace**

Le choix de mettre en place un projet dont l'opérateur serait une ONG palestinienne est la meilleure option stratégique. La complexité du terrain, des relations, et une certaine défiance vis à vis de la communauté internationale nécessite une bonne connaissance du terrain palestinien et des codes culturels du pays. De plus, le sérieux, la rigueur, les compétences et l'engagement du staff d'Amin dans l'accomplissement du projet sont indéniables. L'intérêt qu'il porte au projet, et la conscience des enjeux sont incontestablement à la hauteur de cet engagement. Il faut souligner que les dirigeants d'Amin sont des journalistes professionnels reconnus, et qu'ils ont su s'entourer de confrères - journalistes palestiniens et correspondants étrangers - de qualité. Enfin l'installation d'un centre de ressources et de formation à Ramallah, lieu géographique, économique et politique central en Cisjordanie, a largement favorisé l'efficacité du projet et son développement.

#### **Des formations utiles et nécessaires**

Les évaluations réalisées à l'issue des différentes formations sont positives. La plupart des apprenants estiment que ces ateliers ont atteint leurs objectifs, et qu'eux-mêmes sont prêts à mettre en œuvre ce qu'ils ont appris. Nous avons pu mesurer la satisfaction d'ensemble des participants aux différentes formations : globalement, il y a une adéquation entre les contenus annoncés et la réalité des formations suivies.

Nous avons recueilli de nombreux témoignages attestant du progrès notable des personnes formées dans leur pratique quotidienne. Traiter l'information locale, construire des journaux, travailler en réseau, sont parmi les améliorations les plus significatives constatées. Selon nombre d'interlocuteurs, dirigeants de radios, la qualité de la présentation à l'antenne s'est améliorée. Si un des effets les plus visibles semble être la diminution des reprises d'Al Jazeera sur les antennes, cela repose en particulier sur la capacité des présentateurs à tenir l'antenne. Le principal effet des formations réalisées sur l'antenne des radios est sans nul doute l'accroissement du « local » dans les bulletins d'information aussi bien que dans les programmes.

#### **Des productions de qualité, notamment sur les droits de l'homme et la démocratie.**

Cette compréhension de l'information de proximité, cette capacité à détecter et à saisir l'intérêt de la vie quotidienne des gens aussi bien que de les mettre en scène à l'antenne sont des facteurs clés de la réussite des radios locales. Des efforts certains ont été accomplis en ce sens. En particulier les émissions réalisées au siège d'Amin à Ramallah par les local reporters encadrés par le staff, ont une indéniable valeur d'exemple et par là-même de formation. Fabriqués en grande partie à partir du travail des local reporters, les magazines produits par Amin correspondaient à un travail collectif de journalistes issus de diverses radios associées au projet. Que ce soit la couverture de l'élection présidentielle du 9 janvier 2005 ou les nombreux magazines portant sur des sujets sensibles pour la société palestinienne, chaque

émission finalisée et validée dans les studios de Ramallah, était ensuite mise à disposition des radios partenaires et diffusée sur les antennes des différentes stations palestiniennes.

Ces programmes ont eu un impact réel sur l'amélioration du niveau des radios palestiniennes : Au total, une cinquantaine d'émissions ont été produites par Amin et diffusées par les radios entre avril 2005 et décembre 2006, sur des thématiques touchant directement la société civile, et souvent tournées sur des valeurs démocratiques, de droits de l'homme, de droits de la femme, de non-violence, les conditions de vies et les problèmes de la société palestinienne. « On a appris à parler sur des sujets tabous », nous dira l'un de nos interlocuteurs. Effectivement : homosexualité, crimes d'honneur, viol des enfants, mariage civil, autant de thèmes abordés alors que cela était impensable hier.

### **Un centre de ressources**

Le cœur de l'activité d'Amin est constitué par le centre de ressources de Ramallah. Sa localisation et le déroulement de nombreuses sessions de formation sur place a eu pour effet évident d'en assurer le développement et d'accroître son efficacité.

Centre de ressources associé à un centre de formation, par et pour les radios locales bénéficiaires : tel est bien l'originalité et l'efficacité du centre de ressources d'Amin à Ramallah. Les journalistes y trouvent le matériel nécessaire pour monter leurs sujets individuels et collectifs, et les personnes ressources capables de les aider, de les conseiller, dans le travail entrepris. Lors de notre passage, nous avons pu constater la vitalité de ce centre, et constater à quel point les journalistes palestiniens y trouvaient un espace de rencontre, d'échange, de travail et de formation. Bien souvent, le matériel disponible dans le centre n'existait pas dans leurs stations, et les conseils prodigués par l'équipe d'Amin leur étaient précieux et nécessaires.

### **Le conseiller juridique**

Dans un contexte juridique et politique flou, Amin a décidé d'assister les radios dans leurs démarches vers les tutelles. C'est pourquoi il a été décidé de s'adjoindre les services d'un conseiller juridique. Mais il est difficile de mesurer concrètement son apport au projet. Quasiment absent des programmes de formation, il a réussi à négocier une baisse de moitié du prix des licences pour les fréquences des radios. Cet accord a été signé avec l'Autorité Palestinienne dans les derniers jours de présence du Fatah au gouvernement, alors même que le Hamas avait déjà remporté les élections. Il n'a jamais été appliqué, ce qui fait que le paiement des licences n'est jamais intervenu. De plus, compte tenu de la paralysie de l'administration Palestinienne depuis les dernières élections, le fait que le ministre de la communication se trouvait à Gaza et qu'il appartenait au Hamas n'ont apparemment pas permis au conseiller juridique de faire progresser le dossier sur la législation et la régulation de la bande FM.

Si le rôle du conseiller juridique reste minime, il ne faut donc pas pour autant en conclure que l'un des grands objectifs du projet, la qualité de couverture des questions de la démocratie, des réformes sociales, de l'égalité des sexes et des droits des enfants n'a pas été promu. Ces questions, très présentes dans la réalité des programmes de chaque station et notamment des programmes réalisés par les local reporters, on fait l'objet d'un travail important et spécifique, et la préoccupation du maintien de ces thèmes dans les programmes des radios est presque partout présente.

## 4. Impact

### Des conditions difficiles

Les témoignages de journalistes affirmant qu'il est difficile de travailler en Palestine sont nombreux. Mais s'ils continuent de l'exercer, c'est parce qu'ils ont le sentiment que c'est important pour l'avenir de leur pays.

La victoire du Hamas aux élections n'a pas été sans conséquences sur les conditions d'exercice de la liberté d'expression. L'influence de la religion sur le travail des équipes des radios locales est réelle. Des menaces directes sont proférées. De leur côté, les militants du Fatah exercent aussi, parfois, des menaces sur certaines radios. Enfin, exercer le métier d'informer dans les conditions de l'occupation israélienne fait peser une menace permanente. Souvent, dans ces radios, on expose les freins à la liberté d'expression, mais on affirme en même temps l'envie de poursuivre les efforts pour promouvoir une information de qualité et le débat.

Dans ces conditions, il nous paraît très positif de constater une réelle volonté de gagner et de conserver une liberté d'expression considérée comme un facteur de progrès. **En ce sens l'influence du projet dans cette prise de conscience est indéniable.** Nous avons pu constater une réelle fidélité à ces principes dans les contenus de nombreuses émissions diffusées sur les antennes des radios liées au projet. Cette volonté d'ouverture est profonde et les bénéficiaires du projet témoignent des évolutions importantes dans la diversité des thèmes traités et notamment ceux ayant trait aux droits humains, aux questions sociales et de société. Les radios locales ont conscience que le progrès sur les questions des droits de l'homme et de la démocratie sont à la fois une nécessité pour leur développement, et en même temps un objectif que leur radio peut contribuer à permettre d'atteindre. Le projet a sans doute permis cette pérennisation des émissions promouvant les droits de l'homme et la démocratie. Ce n'est pas son moindre succès.

### La société civile

Il n'y a pas, dans la société palestinienne, d'association ou de groupement représentatif de la « société civile » qui aurait pu nous donner des indications fiables sur les progrès des radios locales.

Nous avons cependant pu mesurer l'impact des radios locales dans nos différents déplacements à travers des conversations informelles : chauffeurs de taxis, de bus, réceptionnistes des hôtels, commerçants, relations diverses, organisations internationales, journalistes.... Les radios locales ont un réel impact, une audience importante, et les palestiniens attendent de ces radios un vrai professionnalisme. Il y a une réelle exigence de qualité, les auditeurs ne se contentant plus d'à peu près ou d'amateurisme. Cela signifie que les radios locales tendent aujourd'hui vers leur majorité, bien qu'elles demeurent à un niveau technique souvent proche du bricolage. L'attente de la société civile est forte. **Les réponses apportées aujourd'hui par Amin et le projet vont dans un sens positif sur les questions des droits humains.**

### Un exemple :

La Palestinian Independent Commission for Citizen's Rights agit de différentes façons pour faire connaître et promouvoir les droits humains en Palestine. Elle travaille en liaison avec Amin Internews pour construire des formations à l'intention des différentes équipes des radios du projet. L'objectif est d'assurer une présence construite et régulière des questions liées aux droits humains sur les antennes de toutes les radios.

La PICCR envoie directement aux radios des communiqués de presse lorsque l'actualité leur en donne l'occasion, et « les retours sont nombreux ». Appels téléphoniques pour obtenir plus de détails ou d'informations, mais aussi interviews de dirigeants de la PICCR. Il y a là, selon cette organisation, un progrès indéniable : quelques années auparavant, aucune radio n'acceptait de reprendre les communiqués de l'organisation sauf une. Selon eux, le changement est très important.

La PICCR souhaite poursuivre le travail entrepris avec Amin.

## 5. Pérennité

Un travail cohérent et sérieux a été fourni par l'équipe d'Amin / Internews et Internews Europe. Les effets produits auprès des principales radios intégrées au projet sont fondateurs. Dans ces conditions, il est souhaitable de trouver les moyens de poursuivre le travail mis en place voici trois ans, mais principalement réalisé depuis à peine deux ans.

Un projet ambitieux, utile et efficace. Un projet auquel il faut du temps pour se développer dans un contexte économique et politique particulièrement difficile et complexe. Si des avancées importantes ont été réalisées, il n'est pas encore totalement abouti.

Plusieurs années sont encore nécessaires pour installer un véritable professionnalisme dans les radios privées palestiniennes et pour les enraciner sur leur terrain local.

Soulignons toutefois qu'il a permis de faire avancer des principes, un mode de traitement de l'information et singulièrement de l'information liée aux droits de l'homme et à la démocratie, de façon claire et sans tabous. Parler de pérennisation serait trop optimiste. Mais il a permis, de façon spectaculaire et responsable de semer les graines de ce traitement de l'information. La fructification dépendra de la poursuite du projet et de l'évolution du contexte politique.

## 6. Recommandations

### Quels sont les domaines prioritaires pour permettre au projet de se développer ?

La formation des journalistes doit se poursuivre, en s'inscrivant plus dans de véritables cursus, en les fondant sur des valeurs et des principes déontologiques. Nous suggérons de créer un « livret de formation », attribué aux apprenants lors de leur premier stage. Ce livret, reprenant l'ensemble de la formation initiale suivi par son titulaire, pourrait constituer une trace intéressante pour l'insertion professionnelle des apprenants. L'idée de mettre en place une formation sur le modèle de l'alternance, comme cela existe en France avec les contrats de professionnalisation aurait le mérite de former des journalistes dans un véritable cursus et de les stabiliser dans leur radio. Ainsi, le stagiaire est engagé dans sa radio durant deux ans, et à la sortie il a acquis un grand savoir faire et de réelles qualités professionnelles.

Nous pensons qu'il faut reconsidérer le nombre de radios concernées par le projet. Dans les faits Amin Internews, nous l'avons vu, a privilégié un nombre de radios moins élevé que la liste annoncée, limité à 12 à 15 radios. Concentrer les moyens sur ces radios permettrait d'accroître les capacités d'intervention du réseau. Cela pourrait aussi permettre à ces radios de devenir des exemples dans leur zone d'écoute, et ainsi d'essaimer auprès des autres radios.

Il faut également continuer à financer le réseau des reporters locaux : c'est une aide importante pour les radios, qui participe à entretenir le réseau et à maintenir un certain niveau journalistique dans les radios. Les reporters locaux les plus dynamiques et les plus motivés devraient pouvoir suivre une formation de formateurs, pour accroître leurs capacités à diffuser ce qu'ils ont appris.

Déjà entamée par le projet, la remise à niveau du matériel technique, du studio à l'émetteur et à l'antenne doit continuer. L'état des lieux des équipements et des besoins a été réalisé, une première livraison « d'urgence » effectuée, il s'agit ici de trouver de nouveaux relais d'achat de matériel. Une sorte de coopérative d'achat de matériel pourrait être créée. Mais cette progression technique ne peut se faire sans intégrer la formation de techniciens capables de gérer la maintenance technique de ces radios et notamment des émetteurs. Il s'agirait de constituer un petit groupe de personnes ressources pour toutes les radios privées palestiniennes, sous la houlette d'Amin Internews.

Le centre de ressources de Ramallah devrait être encore développé. Une documentation importante pourrait être constituée, à la fois en développant encore les manuels, cours, éléments écrits variés en langue arabe et en anglais, mais aussi en développant de véritables archives sonores. Ce centre doit continuer à se constituer en noyau dur du réseau naissant des radios palestiniennes, en termes de formation, de production et de mutualisation. Il peut favoriser l'éclosion d'une véritable fédération des radios capable de bâtir des projets communs et de parler d'une seule voix devant les autorités de tutelle. Amin, compte tenu de son aura, pourrait être l'initiateur d'un tel regroupement.

Enfin La coopération entre Amin / Internews et Internews Europe nous paraît devoir être poursuivie. Internews Europe, dont l'expérience internationale n'est plus à démontrer, constitue le relais indispensable et le fédérateur. Amin Internews a pour sa part acquis un savoir faire, une expérience, et une connaissance du terrain qui en font un atout essentiel pour la poursuite et la réussite du projet.